



## LA POPULARISATION DE LA VIOLENCE POLITIQUE AU CONGO<sup>1</sup>

EN DÉCEMBRE 1998, LA GUERRE CIVILE A REPRIS AU CONGO, DÉBORDANT BRAZZAVILLE POUR AFFECTER LA PROVINCE. UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE GUERRE TOTALE SEMBLE SE METTRE EN PLACE, AVEC LA GÉNÉRALISATION DES RATISSAGES ET L'ÉLIMINATION SYSTÉMATIQUE DES JEUNES EN ÂGE DE PORTER LES ARMES. R. BAZENGUISSA-GANGA ET P. YENGO TENTENT DE DÉCELER LA LOGIQUE DE CE REGAIN DE VIOLENCE EN AVANÇANT L'HYPOTHÈSE D'UNE POPULARISATION DE LA VIOLENCE POLITIQUE.

Après le retour au pouvoir par les armes de Denis Sassou-Nguesso le 15 octobre 1998, des événements sanglants ont éclaté à Brazzaville. Profitant d'une infiltration des milices ennemies dans la capitale, au mois de décembre 1998, les forces de l'ordre et les milices du pouvoir, aidées par les troupes étrangères (angolaises, tchadiennes et milices hutu-rwandaïses), ont procédé à une opération de « nettoyage systématique des arrondissements de Baongo et Makélékélé ». Cette action continue encore aujourd'hui. Elle a débordé la capitale pour les villes et villages du nord et du sud du pays. Ce nettoyage est le point culminant d'une nouvelle série de violences politiques qui a démarré au début de la période de transition démocratique, en 1991, inaugurant un phénomène de « popularisation » des pratiques politiques. Par popularisation, nous entendons l'irruption progressive dans le champ étatique des catégories sociales qui, auparavant, n'y intervenaient pas. Celle-ci s'est construite en quatre étapes : la constitution de la rue brazzavilloise en acteur politique autonome, l'apparition des milices et le contrôle des quartiers sud et sud-

ouest, la montée en puissance des originaires des villes secondaires et des villages, l'invasion des territoires ennemis et le ratissage de Baongo. Nous considérerons comment les Congolais sont passés d'une période à l'autre dans ce processus de diffusion progressive des pratiques de la violence.

### LES BARRICADES DE BRAZZAVILLE<sup>2</sup>

Rappelons que le Congo ne connaissait, depuis 1963, que le parti unique. À partir de 1968, les militaires prirent le contrôle du pouvoir. L'alternance des leaders se faisait par coups d'État et assassinats. Dans cet ordre politique, le fait que les leaders aient subi la violence de l'État renforçait leurs atouts. En 1991, la Conférence nationale souveraine, de février à juin, remet en cause cette logique de la violence.

Les conférenciers utilisèrent deux pratiques pour la conjurer : le recours au religieux et la critique des « chefs de guerre ». Mgr Ernest Kombo, élu président de cette assemblée, transforma ce forum en un immense rituel magico-religieux. La cérémonie de « lavement des mains » clôtura la Conférence nationale

pour absoudre toutes les fautes politiques reconnues. Les tribuns s'en prirent aussi aux trois leaders suivants : Denis Sassou-Nguesso, Pascal Lissouba et Bernard Kolélas.

Au cours de cette recomposition du champ politique, la Conférence nationale consacra la domination des jeunes. Pour les Congolais, cette catégorie correspondait aux nouveaux arrivants dans le champ étatique et à la montée en puissance de ceux qui y occupaient auparavant des positions d'exclus ou de subalternes. Les jeunes constituèrent une tendance, les Forces du changement, et réussirent à placer l'un des leurs, André Milongo, au poste de Premier ministre durant la période de transition.

Les Forces du changement trouvèrent dans la rue de Brazzaville leur base sociale. En même temps que cette dernière gagnait une autonomie politique, elle ne trouva que la contre-violence comme mode d'intervention. En janvier 1992, refusant la nomination d'un officier à telle position, une partie des militaires, sous la direction du haut commandement, tenta un coup d'État. Le Premier ministre, en fuite, trouva refuge dans la région du Pool, dans le sud du pays. Pour la première fois, des barricades, érigées dans les quartiers sud de Brazzaville, empêchèrent le passage des militaires. Les émeutiers étaient, pour la plupart, des jeunes entre quinze et trente-cinq ans<sup>3</sup>. Chômeurs, étudiants, anciens militaires exclus, ils ne constituaient pas, pour autant, un groupe homogène.

Les barricades obligèrent l'armée à céder. Ainsi, une première étape de popularisation de la violence politique s'opéra avec cette intrusion de la rue. Alors que la base sociale des Forces du changement adhérait à la logique du pardon, prônée par la Conférence

nationale, la résistance contre le coup d'État eut pour conséquence de faire émerger de nouvelles forces, autres que l'armée, qui prirent le contrôle de la violence. Le retour possible des coups d'État et, éventuellement, du monopartisme aboutit à des changements politiques significatifs et accentua le sentiment d'insécurité politique et sociale dans Brazzaville. Les diverses élections de 1992 (municipales, législatives et présidentielles), chargées d'officialiser le multipartisme, se déroulèrent dans ce contexte.

#### **LES GUÉRILLAS URBAINES DE 1992-1994**

Les électeurs choisirent massivement Pascal Lissouba, Bernard Kolélas et Denis Sassou-Nguesso. Leurs partis – respectivement L'UPADS (Union pan-africaine pour la démocratie sociale), le MCDDI (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral) et le PCT (Parti congolais du travail), l'ancien parti unique – raflèrent plus de 70 % des voix. Pourtant, ces leaders avaient été fortement critiqués et dévalorisés pendant la Conférence nationale. Le ralliement massif des électeurs en leur faveur laissait pressentir, dans cette situation d'instabilité, une dissémination des dispositions à la violence politique auprès d'une majorité de Congolais. Ces leaders exprimaient donc des dynamiques globales plus qu'ils ne les produisaient ou ne les dirigeaient.

En juillet 1992, Pascal Lissouba accéda à la magistrature suprême grâce à l'alliance nouée entre son parti, L'UPADS, et le PCT. Mais, dès octobre 1992, le PCT, mécontent de la répartition des portefeuilles ministériels, rejoignit l'opposition. Ce changement d'alliance fit basculer la majorité parlementaire d'où devait



nécessairement provenir le Premier ministre, selon les termes de la Constitution. L'UPADS, pour garder le contrôle du gouvernement, décida alors de dissoudre l'Assemblée nationale. L'opposition organisa le 30 novembre 1992 une marche pacifique, dont la répression provoqua la mort de trois personnes et une centaine de blessés. C'est dans ce contexte que Pascal Lissouba, quelques mois après son élection, renforça la garde présidentielle grâce à un recrutement de civils. Celle-ci joua le rôle de police politique. Les jeunes recrutés suivirent une rapide formation militaire dans le camp d'Aubeville, dans la région de la Bouenza. Les dirigeants de la mouvance présidentielle institutionnalisèrent cette milice sous le nom de « Réserve ministérielle ».

Il convient de rappeler les bases politiques des deux concurrents les plus importants pendant les élections présidentielles : Pascal Lissouba et Bernard Kolélas. Leur compétition officialisa surtout les nouvelles identités ethnorégionales, Nibolek et Tchek, qui émergèrent pendant la Conférence nationale. Bien qu'il existe plusieurs ensembles ethniques au Congo, le système populaire de représentation politique est dualiste. Toutefois, ces identifications ne se réfèrent pas à des réalités séculaires mais à des constructions sociales accompagnant les luttes pour le contrôle des positions étatiques<sup>4</sup>. Aussi, du point de vue des assignations identitaires, la règle électorale, selon laquelle un homme égale une voix, subit une traduction démographique. Dans ce système de représentation, les acteurs – impliqués dans le conflit politique à venir – revendiquaient, conformément à l'ancien système politique, l'identité de sudistes, numériquement majoritaires. Cet ensemble implosa, en fonction des régions administratives, en

deux tendances qui se rassemblèrent en de nouvelles configurations identitaires : les Nibolek et les Tchek. Nibolek est un acronyme pour les trois régions : Niari, Bouenza, Lékoumou, alors que Tchek est assigné aux originaires de la région du Pool. Les Nibolek soutenaient Pascal Lissouba, les Tchek adhéraient massivement au parti de Bernard Kolélas. Les Brazzavillois qui revendiquaient ces deux identités vivaient majoritairement dans des arrondissements précis de Brazzaville : M'Filou pour les premiers, Bacongo et Makélékélé pour les seconds.

Quant aux dispositifs de la violence, pendant quelques mois, la rue en colère se mobilisa et éleva des barricades dans les arrondissements suivants de Brazzaville : Bacongo, Makélékélé et Poto-Poto. Le PCT dominait ce dernier secteur indiquant, par là, une dissémination dans d'autres quartiers de Brazzaville. Ce dispositif avait déjà été utilisé pendant l'époque de la transition. Cette fois-ci, il se trouvait sous le contrôle des partis de l'opposition et non des Forces du changement. Quelques émeutiers portaient des armes. En outre, des militants du PCT dressèrent aussi des barricades dans les quartiers nord de la ville.

Le basculement des alliances provoqua aussi l'apparition d'un nouveau dispositif de violence, les guérillas urbaines où s'illustrèrent, en plus de la Réserve ministérielle, les milices Zoulou, Ninja et Cobra. La première soutenait l'UPADS, les Ninja appuyèrent le MCDDI, les Cobra le PCT. Chaque milice avait un territoire dans Brazzaville : Bacongo et Makélékélé pour les Ninja, Mpila et Poto-poto pour les Cobra, et l'arrondissement de M'Filou pour les Zoulou. On estime que les milices de l'opposition rassemblaient à peu près 300 membres ; en revanche, il est plus

difficile d'évaluer le nombre des miliciens des forces gouvernementales, d'autant plus que le pouvoir contrôlait la Réserve ministérielle et les Zoulou. Âgés de dix-huit à trente-cinq ans, Brazzavillois de naissance pour la plupart, les miliciens étaient, en très grande majorité, déscolarisés ou déclassés et recevaient pour leur participation au combat des *per diem* de 500 à 10 000 francs CFA ainsi que la promesse d'être recrutés dans l'armée.

Les affrontements les plus virulents eurent lieu entre les militants de l'UPADS et du MCDDI dans les arrondissements de Bacongo, Makélé-kélé et M'Filou. Cependant, la violence ne consistait pas en un affrontement entre les miliciens, mais en la prise de contrôle des quartiers où s'exerçait la cruauté sur des voisins avec qui ils vivaient jusqu'alors en bonne entente. Les vieux litiges d'avant la crise politique pouvaient être mis à contribution pour se venger d'un ami. Ces violences culminèrent dans les pillages de demeures privées et les assassinats. Une articulation s'opérait ainsi entre la violence sociale et la violence politique.

#### LE RETOUR DE SASSOU

Les guérillas transformèrent l'ordre politique. Alors que les gouvernants proclamaient leur volonté de reconstruire une union nationale, seuls l'UPADS et le MCDDI, dont les militants avaient combattu naguère, se partagèrent le pouvoir. La mise en place, en janvier 1995, d'un gouvernement d'ouverture, dans lequel les membres de ces deux partis figuraient en force, consacra la fin des hostilités, entérinant les positions gagnées pendant les guérillas.

En 1997, la perspective de l'alternance politique à la fin du mandat de Lissouba fit rejaillir la problématique de la violence. La règle de

qualification du leader, grâce à un parcours de légitimité où la violence subie de l'État constitue l'une des dimensions fondamentales pour le ralliement en sa faveur, revint alors au premier plan. Cette règle favorisa Sassou, qui vivait alors une traversée du désert à Paris.

Du point de vue des mobilisations, les bases politiques de Pascal Lissouba et Bernard Kolélas paraissaient démotivées du fait de leur alliance, décrite par la rumeur publique comme contre-nature. En outre, le mandat de Pascal Lissouba attisa les mécontentements populaires à cause du paiement irrégulier des salaires et des détournements de fonds publics par les gouvernants. Dans cette situation, Sassou commença à s'attirer des sympathies. Il préféra, au milieu de l'année 1995, quitter le pays pour la France. Il replea près de 500 Cobra à Oyo, sa ville d'origine. Lors de son retour, en janvier 1997, une foule impressionnante l'accueillait à Brazzaville.

La compétition pour les présidentielles s'intensifia. Au mois de mai 1997, la présence de Sassou à Owando, dans le nord du pays, provoqua des échauffourées entre ses adversaires et les Cobra. Un contre-manifestant, accusé par les partisans de Sassou de faire partie d'un complot ourdi par le gouvernement pour assassiner leur leader, fut tué. D'autres confrontations se déroulèrent dans cette ville au cours du même mois. Le 5 juin, des affrontements éclatèrent à Brazzaville. Des militaires et des Cobra, soutenant Sassou, luttèrent contre des miliciens et des militaires favorables à la mouvance présidentielle de Pascal Lissouba. Celui-ci reçut le soutien de la grande majorité des leaders de l'opposition, y compris du maire de Brazzaville, Bernard Kolélas, et de sa milice, les Ninja. Malgré cet appui, l'affrontement tourna le 10 octobre



1997 à l'avantage de Sassou, aidé par l'armée angolaise.

Il serait important de s'attarder sur la régionalisation du conflit, mais nous centrerons notre propos sur sa dimension interne afin d'analyser la popularisation de la violence politique dans le cadre de ces nouvelles guérillas. De 1995 à 1997, le désarmement des miliciens, estimés à près de dix mille, devint l'un des thèmes majeurs de la controverse politique au Congo. Le pacte de paix de décembre 1995 prévoyait leur démantèlement et le recrutement des jeunes de dix-huit à vingt-deux ans par la gendarmerie et la police. Chaque parti politique doté d'une milice reçut un quota de places : deux mille pour la mouvance présidentielle, mille pour l'opposition. Mais la majorité des jeunes effectivement intégrés provenait de groupes liés à la mouvance présidentielle. En effet, le PCT refusa de désarmer les Cobra, estimant qu'aucune garantie de sécurité ne lui était offerte. Même si la gendarmerie et la police recrutèrent une partie des Ninja, beaucoup de ceux qui avaient combattu ne le furent pas.

Il faut souligner une professionnalisation des miliciens de 1997. Les recrues, venant en majorité des villes secondaires et des villages, reçurent leur formation soit dans le nord du pays pour les Cobra, soit dans le « Niboland » pour les combattants de la mouvance présidentielle. Comme les miliciens de 1992-1994, ceux de 1997 étaient âgés de quinze à trente-cinq ans environ, de sexe masculin, et étaient en grande majorité déscolarisés ou déclassés.

Les affrontements de juin-octobre 1997 impliquèrent aussi la reconstruction des identités ethnorégionales. Ces événements eurent tendance à réactiver l'opposition nordistes/sudistes, construite en 1968 à la suite de la

militarisation du champ politique. Or, cette fois, cette opposition se complexifiait avec la différenciation de la catégorie identitaire sudiste en Nibolek et Tchek. Les guérillas se manifestèrent plus intensément dans certains arrondissements : d'un côté, les quartiers nord de la ville (Poto-Poto, Ouenzé, Talangai et Moungali) tenus par les Cobra et, de l'autre, le sud-est (M'Filou) contrôlé par les miliciens soutenant Pascal Lissouba. Chaque milice pilonnait le territoire adverse. Cependant, les arrondissements sud-ouest (Bacongo et Makélékélé), tenus par le MCDI ayant proclamé sa neutralité, restèrent pacifiques. Ce nouveau dispositif de violence montra que ce n'étaient plus les originaires de Brazzaville qui combattaient. Le rapport des nouveaux miliciens à la ville et à sa destruction était différent. Le fait de pilonner revenait à une attaque directe de l'autre dans son territoire. Ce dispositif ne reposait plus seulement sur la perversion du lien de voisinage. Le plus grand risque était de mourir sous les balles perdues et les obus.

Cette nouvelle configuration de la violence conféra de l'importance aux villes secondaires et aux villages. Une grande partie des Brazzavillois s'y retranchèrent. Ces zones qui jusqu'alors n'étaient pas des espaces politiques le devinrent. Cela s'est accentué quand les leaders de l'opposition quittèrent le pays. Leurs milices, les Ninja et les Cocoye, se retranchèrent alors dans les régions sud (le Pool, pour les premiers, le Niari, la Bouenza et la Lékoumou pour les seconds).

#### **LE BOUCLAGE ET LE RATISSAGE DE BACONGO**

Dès son retour au pouvoir, Sassou Nguesso, en quête de légitimité, chercha à transformer sa victoire militaire en victoire

politique. Il était, dans ce sens, attendu sur trois fronts : la restauration de l'autorité de l'État, la sécurisation des populations et la régularisation du paiement des salaires. Le discours nationaliste véhiculé par les gouvernants rallia même d'anciens partisans de Bernard Kolélas et Pascal Lissouba. Deux courants se partageaient le pouvoir : ceux à qui on attribuait la victoire militaire, et les défenseurs de l'union nationale. Les premiers contrôlaient les différentes institutions (le Conseil national de transition, le gouvernement et l'armée) et imprimaient un style militariste au pouvoir. Pour imposer leur hégémonie politique, ils accusaient les opposants de génocide et, avec l'aide des Cobra, traquaient les miliciens Cocoye et Ninja.

La plupart des miliciens de l'opposition attendait une amnistie de la part des nouveaux dirigeants et, éventuellement, la décision de les intégrer dans les forces publiques. Or, les gouvernants, pour restaurer l'autorité de l'État, cherchèrent plutôt à les désarmer, sinon à les anéantir. Ils butèrent contre la difficulté de les identifier, car ces miliciens ne portaient pas de signes distinctifs. De fait, les forces gouvernementales, aidées par des armées étrangères (angolaises, tchadiennes et milices hutu du Rwanda), échouèrent dans leur tentative d'élimination des milices de l'opposition. À la longue, cette chasse culmina avec l'assimilation du milicien à toute personne en âge de porter des armes parmi les membres des populations où les Ninja et les Cocoye trouvaient un refuge.

Le premier échec dans la neutralisation des milices de l'opposition se déroula en mars-avril 1998, à la suite de l'occupation par les Cocoye du barrage de Moukouloulou dans la Bouenza, opération pendant laquelle l'affron-

tement avec les forces gouvernementales et leurs alliés avait provoqué la mort d'un colonel angolais. L'épilogue de cet incident tragique, ayant permis de récupérer une centaine de pistolets mitrailleurs, n'a été possible qu'après que le gouvernement eut consenti à lâcher du lest en accédant à la revendication d'une éventuelle intégration des Cocoye dans les forces de l'ordre. En plus de leur propre avenir, les pourparlers avec les miliciens concernaient aussi la sécurité des populations qu'ils ne voulaient pas voir tomber aux mains des Cobra. La démarche des Ninja était analogue. Au mois de novembre 1998, ils affrontèrent à plusieurs reprises les forces gouvernementales dans le Pool, autour des villes et villages de Mindouli et Goma Tsé-Tsé. Les forces gouvernementales perdirent beaucoup d'hommes dans des embuscades.

Ces événements contribuèrent à l'acceptation de la violence politique par les populations. Du côté des victimes, des récits sur les exactions subies circulaient dans toutes les villes congolaises. Ces mêmes récits louaient la bravoure des miliciens et contribuaient à renforcer une identité « sudiste », composée par les Nibolek et les Tchek, protégée par les Ninja et les Cocoye. Quant aux Cobra défaits, ils revenaient dans les arrondissements de Brazzaville (Poto-Poto, Ouenzé et Talangai), animés du désir de venger les leurs. Ces miliciens contribuaient aussi à développer la haine des miliciens Ninja et le désir de les exterminer éventuellement dans les arrondissements Baongo et Makélékélé, où vit une grande majorité de sudistes. Pour répondre aux pressions de leur base armée, les gouvernants décidèrent alors de mettre en place un nouveau dispositif de violence : le bouclage et le ratissage de ces territoires.



Tout commença le 14 décembre 1998, lorsque l'armée bloqua toutes les voies d'accès et de sortie des arrondissements de Bacongo et Makélékélé vers leur prolongement régional dans le Pool. Le vendredi 18 décembre, l'armée acheva l'encerclement de ces lieux, tout en laissant un couloir humanitaire d'évacuation des habitants des quartiers sud. D'après les témoignages, il semblerait que, tout le long de ce couloir, les forces de l'ordre effectuaient un tri systématique, séparant les jeunes hommes susceptibles de porter des armes pour les abattre. Les forces de l'ordre continuent à entrer dans les villages de ces régions. Ce ratissage systématique implique que chacun, désormais, est obligé de prendre les armes pour se protéger. Avec le ratissage, la règle n'est plus seulement de défendre son quartier mais de détruire l'ennemi dans son camp. Un degré de cruauté supérieur est ainsi atteint.

**L**a nouvelle série de violence analysée ici provient d'une transformation générationnelle du champ étatique marquée par l'irruption massive des jeunes, c'est-à-dire de catégories sociales qui, auparavant, n'y intervenaient pas. La popularisation apparaît comme le résultat de l'échec de ces jeunes à conjurer les effets de la violence dans les pratiques d'alternance, car ils ne maîtrisent pas cette dimension du champ politique. D'ailleurs le retour des anciens, à la suite des

élections, fait passer progressivement une grande partie des acteurs à la violence politique. Nous avons montré que cette popularisation résulte de la rencontre entre les stratégies politiques mises en œuvre par les élites et des dispositifs qui surgissent d'une réalité sociale autonome. Cette analyse a consisté à observer, pour chaque période, les mêmes facteurs – l'organisation du système politique, les nouveaux dispositifs de violence politique et les lieux géographiques où ces phénomènes se sont déroulés –, afin de voir comment le champ politique s'est transformé.

**Rémy Bazenguissa-Ganga**

université Lille-II,

et **Patrice Yengo**

université Marien-Ngouabi, Brazzaville

---

1. Nous tenons à remercier Christine Messiant pour ses commentaires sur une première version de cet article.

2. Le phénomène des barricades, de la violence politique et des guérillas urbaines à Brazzaville a fait l'objet d'une riche littérature depuis le début des années 90. Pour un aperçu de ces travaux et une bibliographie assez exhaustive, nous renvoyons aux articles du numéro précédent de *Politique africaine*, « Les deux Congos dans la guerre », n° 72, décembre 1998.

3. Pour plus d'informations sur les milices de 1992-1993, voir R. Bazenguissa-Ganga, « Milices politiques et bandes armées à Brazzaville : enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés », *Les Études du CERI*, n° 13, avril 1996.

4. Voir R. Bazenguissa-Ganga, *Les Voies du politique au Congo*, Paris, Karthala, 1997, et « Instantanés au cœur de la violence : anthropologie de la victime au Congo-Brazzaville », *Cahiers d'Études africaines*, 150-152, xxxvii-2-4, 1998, pp. 619-625.